

# NOUVELLE GUERRE FROIDE, OU GRAND ÉCART ?



**BARTHELEMY COURMONT \***

**J**amais depuis la disparition de l'Union soviétique en 1991 la compétition entre grandes puissances fut à ce point inscrite au cœur des relations internationales. La guerre en Ukraine a ainsi réactivé des comportements qui avaient disparu depuis trente ans entre Moscou et Washington. De son côté, la rivalité Pékin-Washington conditionne en grande partie les rivalités de puissances, et ne s'exprime pas seulement dans une multitude de domaines, elle a également des conséquences planétaires en raison du niveau de puissance des deux pays, et dans ce climat délétère souvent qualifié, à tort ou à raison, de nouvelle guerre froide<sup>1</sup>, chacun est invité à prendre position. Plus encore que le bras de fer entre Moscou et Washington, le duel Pékin-Washington nous concerne tous, au risque de nous entraîner dans une bipolarité aussi peu justifiée que dangereuse. Peu justifiée car elle n'est pas, contrairement à l'opposition Est-Ouest, idéologique ni même systémique ; dangereuse car elle est porteuse des plus grandes incertitudes quant à son impact économique, politique et sécuritaire. Cette compétition multidimensionnelle n'en

---

\* ENSEIGNANT-CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE.

Responsable pédagogique du Master Histoire – Relations internationales ; directeur de recherche à l'IRIS et responsable du Programme Asie-Pacifique et co-rédacteur en chef d'*Asia Focus*. Il vient de publier *Chine-USA : le grand écart. Crise dans le système-monde*, chez VA Éditions.

<sup>1</sup> Lire Hal Brands and John Lewis Gaddis, "The New Cold War. America, China, and the Echoes of History", *Foreign Affairs*, Vol 100, n° 6, novembre-décembre 2021.

demeure pas moins préoccupante en ce qu'elle impose une nouvelle grammaire des relations internationales basées sur un grand écart dans les comportements et les ambitions. Dans le même temps, elle referme une parenthèse de trois décennies marquées par l'unipolarité américaine et accélère une transition de puissance aux conséquences incertaines<sup>2</sup>.

## Les espoirs déçus

Rien ne s'est passé comme prévu. Et c'était pourtant paradoxalement si prévisible. Mais les paradoxes, le monde contemporain les a multipliés avec un appétit féroce depuis trois décennies, tout autant que les croyances et les idées-reçues. Tout avait commencé sous les meilleurs auspices, avec une fin de la bipolarité sans heurts, les espoirs d'une communauté internationale s'exprimant à l'unisson, et la perspective d'une « fin de l'histoire » empruntée à Hegel et énoncée avec un enthousiasme presque touchant par le politologue américain Francis Fukuyama<sup>3</sup>. Les murs tombaient, les peuples célébraient leurs retrouvailles et les dictatures n'avaient qu'à bien se tenir : leurs jours étaient comptés et ils n'avaient plus la moindre chance d'y échapper. La « communauté internationale », terme générique n'ayant jamais été autant porté aux nues, se prenait à rêver que les divisions, les querelles et les divergences seraient irrémédiablement réduites au silence, au nom de valeurs énoncées comme universelles et portées par les puissants au service des plus démunis, pour le bonheur de tous. Un « nouvel ordre mondial », pour reprendre les termes du président américain George H. Bush énoncés en mars 1991, au lendemain du succès éclatant de l'opération « tempête du désert » contre l'Irak, alors présenté comme la quatrième armée du monde.

Trois décennies plus tard, ces espoirs furent totalement déçus, au point de paraître avec le recul naïvement utopiques, ridicules même, comme nous le rappelle tristement le conflit ukrainien. C'est d'ailleurs le point de vue que défend John Ikenberry, le professeur de Princeton, dans son dernier livre intitulé *A World*

<sup>2</sup> Barthélémy Courmont, « Du moment unipolaire au rattrapage chinois, quel ordre international ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 123, automne 2021.

<sup>3</sup> Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992.

*Safe for Democracy* qui revient sur les problèmes que rencontre l'internationalisme libéral en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. C'est aussi celui de Philip Cunliffe, dans *The New Twenty Years' Crisis*<sup>5</sup>, dans lequel il critique avec force « l'utopie libérale » née de la fin de la Guerre froide. Mais doit-on avec les yeux d'un contemporain un peu désabusé porter un jugement aussi sévère sur l'enthousiasme dont faisaient preuve ceux qui, plus que souhaiter l'avènement d'un nouvel ordre mondial plus juste, pensaient le voir se concrétiser sous leurs yeux pleins d'admiration et d'espoir ? Si les prophètes de l'apocalypse et autres porteurs de mauvaises nouvelles ont toujours rencontré du succès, comme si le pessimisme était une maladie contagieuse, il ne faut pas sous-estimer l'enthousiasme légitime qui s'est emparé des cercles politiques et académiques au sortir de la Guerre froide, puisqu'il ne faisait finalement qu'incarner l'espoir des peuples, ou en tout cas perçu comme tel. Mieux vaut chercher à comprendre pourquoi les choses ne se sont pas passées comme ils les avaient annoncées. Parce que les instabilités géopolitiques, tout autant que la fragilité des systèmes démocratiques inspirés du modèle occidental, imposent l'urgence d'un constat, il convient de nous interroger. Étions-nous naïfs au point de croire que la communauté internationale serait une et indivisible ? À l'inverse, avons-nous cédé à une forme de binarisme géopolitique, qui nous imposerait autant qu'il nous permettrait d'identifier, en toutes circonstances, le camp du Bien et celui du Mal, comme pour mieux justifier le triomphe de l'un sur l'autre ? Le rapport de l'Occident au reste du monde, thème alimentant tous les clivages, trouve son sens dans la difficulté d'intégrer l'ensemble des civilisations dans le vaste examen qui accompagna la fin de la Guerre froide et devait permettre de repartir sur des bases sereines. Fin de l'histoire pour certains, renaissance pour d'autres... Les différences économiques et sociales, mais aussi politiques et stratégiques, ont été les grandes absentes de ce constat optimiste que tout allait forcément aller mieux, et pour le bien de tous. Les différences de perceptions ont pour leur part été combattues comme autant de résurgences d'un

129

---

<sup>4</sup> G. John Ikenberry, *A World Safe for Democracy. Liberal Internationalism and the Crisis of Global Order*, New Haven, Yale University press, 2020.

<sup>5</sup> Philip Cunliffe, *The New Twenty Years' Crisis : A Critique of International Relations, 1999-2019*, Montréal, McGill University Press, 2020.

monde chaotique et porteur de conflictualités, et ne furent même pas entendues.

Loin d'être épisodiques, ces « résurgences » masquent cependant de nouvelles et profondes conflictualités qui se caractérisent par des crises qui se superposent. Crise de confiance face à une mondialisation mal repensée et qui refuse de sortir de l'obsession de la croissance ; crise de légitimité des régimes politiques de toute nature, confrontés à des sociétés civiles plus vigilantes et plus impatientes ; crise des valeurs universelles, mises à mal par ceux qui prétendent les porter autant que par les ennemis du droit international ; crises sociales aussi légitimes que désorganisées et confuses ; crises identitaires, religieuses ou nationalistes à répétition, portées par des mouvements qui multiplient idées reçues et se nourrissent de *fake news* ; crise de *leadership* enfin, à l'intérieur des sociétés et sur la scène internationale, tant le déclin relatif mais réel des États-Unis laisse le monde aussi orphelin qu'inquiet. Au cœur de ces crises autant que des difficultés à les régler se situent l'opposition de deux visions du monde, aussi différentes qu'irréconciliables, que la guerre en Ukraine ne fait qu'illustrer. Un Occident remis en question mais qui rechigne à descendre de son piédestal d'un côté, des voix émergentes multiples de l'autre, portées par une envie de justice pour certaines, une soif de revanche pour d'autres, et dont la Chine semble être le symbole, à défaut d'en être le représentant. Mais cette opposition n'a pas grand-chose à voir avec une nouvelle bipolarité, cette dernière offrant le sinistre spectacle d'une absence de dialogue mais surtout d'une rivalité basée sur des objectifs semblables. Rien à voir non plus avec un chaos mondial dans lequel les grandes puissances perdraient leur superbe et leur capacité d'influence. Les visions du monde qui provoquent les crises contemporaines sont la conséquence d'un grand écart, de l'opposition de systèmes-monde fondés sur des acceptations très différentes de la puissance et de son exercice.

Ces visions du monde opposées proposent également un règlement des crises qui ne répond ni aux mêmes impératifs, ni aux mêmes méthodes, y compris quand ces crises ne sont pas « provoquées » par des positionnements politiques. On pense ici à la guerre en Ukraine mais aussi aux enjeux climatiques et environnementaux, et plus encore à la pandémie de Covid-19,

## NOUVELLE GUERRE FROIDE OU GRAND ÉCART ?

sorte d'entrée douloureuse dans un XXI<sup>e</sup> siècle fait d'incertitudes et d'inquiétudes. Mais la pandémie n'est pas tant un *game changer* qu'un amplificateur et un accélérateur de tendances que nous observons depuis plusieurs années. Elle n'a pas modifié les rapports de force et moins encore les comportements, mais elle les a hissés à un niveau supérieur. C'est le cas en ce qui concerne la rivalité Washington-Pékin et la notion de transition de puissance. Dans quelques années, verra-t-on dans les conséquences de la crise de Covid-19 le moment où la Chine a pris un ascendant sur les États-Unis ? Rien n'est moins certain, tant les défis chinois restent innombrables, sur la scène intérieure et internationale. Cependant, on observe que les grands mouvements amorcés depuis la fin de la Guerre froide se poursuivent et se sont accentués avec cette première crise sanitaire de la mondialisation. Les écarts géopolitiques ont donc été amplifiés à la faveur de la manière avec laquelle cette crise a eu des effets plus ou moins importants sur les acteurs du système-monde. Il y a donc des vainqueurs et des vaincus de cette crise de la mondialisation, comme il y a des vainqueurs et des vaincus de la mondialisation.

131

Le système-monde aujourd'hui en crise fait référence aux travaux d'Immanuel Wallerstein et son célèbre triptyque *The Modern World-System* qui analyse la domination du monde occidental à échelle mondiale et le critique, estimant que « *la vitalité du système-monde provient des différentes forces en conflit*<sup>6</sup>. *La mise sous pression de ces forces en conflit maintient uni le système-monde. Mais lorsque chaque groupe cherche sans cesse à le transformer en sa propre faveur, le système-monde se fracture de nouveau* ». Cette « fracture » se caractérise par l'émergence de nouveaux pôles de puissance qui ne veulent pas se contenter d'hériter d'une place laissée vacante, mais entendent redistribuer les cartes. Elle se caractérise par les réinterprétations et déformations du passé et du présent, par l'apparition de nouvelles formes de conflictualités autant que de pacification face auxquelles les sociétés ne sont pas préparées. Elle se caractérise par l'angoisse des uns face à la confiance des autres, dans ce que Dominique Moïsi a justement qualifié de « géopolitique

---

<sup>6</sup> Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System*, 3 volumes, New York, Academic Press, 1974, 1980 et 1989.

des émotions » dans un ouvrage éponyme<sup>7</sup>. Elle se caractérise aussi par des moyens qui offrent au faible la possibilité de déstabiliser le fort, et au fort des technologies permettant de laisser le faible sans puissance ni ressources. Elle se caractérise enfin par un désir de changer le monde qui se conjugue au pluriel, sans qu'il fut possible de déterminer quelle orientation serait préférable à une autre.

Cette fracture est aujourd'hui si grande qu'elle nous conduit à faire mention de deux systèmes-monde qui s'affrontent sur plusieurs terrains, plutôt qu'une compétition pour le contrôle d'un système-monde dominé par un libéralisme économique qui n'aurait plus aucune limite. Car si nous faisons face, pour la première fois depuis près d'un siècle, à une transition de puissance qui soulève de grandes incertitudes et de nombreuses angoisses – au point de faire référence, à tort ou à raison, au piège de Thucydide<sup>8</sup> –, elle se traduit surtout par des changements de paradigme dans les relations internationales. Ce n'est pas seulement le pôle de puissance qui est susceptible, ou non, de se déplacer. C'est à la fois l'architecture des relations internationales et le système-monde dénoncé par Wallerstein qui sont aujourd'hui menacés.

132

## Le temps des nostalgiques

Le monde post-Guerre froide, même dans son appellation, n'a pas d'identité et de caractéristiques propres et ne serait donc qu'une transition consécutive à la bipolarité. Ce monde étrange associe les espoirs les plus fous et la peur du vide. Au point de s'interroger sur une forme de nostalgie inavouée à l'égard de ce que fut la bipolarisation du monde et, à bien des égards, une vision manichéenne et donc assez simple, pour ne pas dire simpliste, des relations internationales. La complexification du monde depuis trois décennies fait sans doute le bonheur des analystes qui n'ont jamais été autant sollicités pour leur décryptage des équilibres internationaux, mais elle perturbe les décideurs politiques autant que les sociétés par son absence de repères facilement identifiables.

---

<sup>7</sup> Dominique Moïsi, *La géopolitique de l'émotion. Comment les cultures de peur, d'humiliation et d'espoir façonnent le monde*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Flammarion (Champs), 2015.

<sup>8</sup> Graham Allison, *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?* Paris, Odile Jacob, 2019.

## NOUVELLE GUERRE FROIDE OU GRAND ÉCART ?

Des sociétés en manque d'ennemi sont des sociétés orphelines, et l'absence de bloc apportant la contradiction est tout aussi déstabilisante. C'est sans doute pour répondre à cette angoisse existentielle que la « fabrique de l'ennemi » s'efforce de maintenir un principe de bipolarité comme on l'observe dans le cas du conflit ukrainien. Et donc une nouvelle forme de guerre froide. Voilà un intéressant retour de l'histoire quand on constate à quel point la communion des peuples célébrée en novembre 1989 à Berlin est éloignée de cette bipolarité idéalisée et désormais consommée. Et pourtant. Si les blocs de béton armé furent détruits avec enthousiasme, la destruction de nos croyances sur la permanence d'un alter-ego, d'un ennemi à grande échelle, d'un compétiteur planétaire, n'a pas été consommée à Berlin. Ou alors comment comprendre la compétition entre le monde occidental et la Russie d'un côté, l'Occident et la Chine de l'autre ? Comment peut-on nier la reproduction de modes de pensée et de mécanismes issus de la Guerre froide dans les cercles stratégiques américains qui continuent de réfléchir à des scénarios de confrontation à grande échelle avec Moscou, et y ont ajouté Pékin ? Comment sous-estimer la méfiance qui s'empare de l'Europe dès lors qu'il est question de manœuvres politiques, économiques et même culturelles russes et chinoises, là où des pratiques semblables orchestrées par Washington ne provoquent pas la moindre réaction ? Comment auraient réagi des pays comme l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France si les scandales d'espionnage révélés par Edward Snowden avaient concerné la Russie et la Chine, et non les États-Unis ? Et est-il nécessaire de rappeler la réaction des trois pays mentionnés puisque ces scandales venaient du Département d'État américain : aucune. Le binarisme géopolitique, cible des idéalistes exaltés qui célébrèrent la chute du mur de la honte, n'a pas disparu. Les fossoyeurs de la Guerre froide ne furent pas aussi, et on peut le regretter, ceux de la bipolarité.

Cette résilience de nos croyances et par extension de nos comportements n'est pas sans poser problème. Ainsi, que nous enseigne la fin de la Guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique si on l'applique à la relation que Washington entretient avec Moscou de nos jours, et de manière plus évidente encore avec Pékin ? Ces deux cas sont en effet ceux qui reviennent le plus souvent en exemple pour illustrer une nouvelle bipolarité, témoignant

au passage d'un imaginaire collectif qui n'est pas encore sorti du binarisme évoqué précédemment. Trois réponses s'imposent ici.

D'une part, et il n'est pas inutile de le rappeler, la Guerre froide fut une perception partagée des deux côtés du rideau de fer. Un accord tacite entre compétiteurs aux intérêts divergents, et avec une ligne de démarcation clairement identifiée par Winston Churchill lors de son discours resté célèbre de Fulton, le « rideau de fer ». Les superpuissances étaient, selon la formule consacrée, « d'accord pour ne pas être d'accord ». Or, dans le cas présent, la question de savoir si dirigeants américains, russes et chinois sont restés fidèles à cet adage mérite clairement d'être posée, mais elle reste cependant en suspens. Ainsi, la « nouvelle » Guerre froide est-elle une réalité pour tous, ou juste pour certains ? À Moscou comme à Pékin, on semble totalement rejeter l'hypothèse de cette bipolarité 2.0 qui, faut-il le rappeler, ne fait même pas l'unanimité côté américain. Sans doute parce que personne ne souhaite endosser le mauvais costume, à savoir celui de la puissance militaire qui ne parvient plus à suivre économiquement, et voit sa stratégie d'influence contestée par sa politique internationale. Le mauvais rôle que joua à ses dépend l'Union soviétique. En matière de communication, chacun a bien retenu les leçons de la déroute du bloc de l'Est, et s'efforce de mettre en avant la défense du multilatéralisme et une vision inclusive de l'ordre mondial. Il est intéressant de noter ici comme les dirigeants russes rejettent cette idée, et ne veulent pas d'un rôle qui les placerait en position de faiblesse dans le conflit ukrainien.

D'autre part, la Guerre froide était, il convient également de le rappeler, un combat idéologique. Et sur ce point, la relation triangulaire Washington-Moscou-Pékin ne semble pas aussi nettement opposer deux idéologies rivales que l'Est et l'Ouest pendant plus de quatre décennies. Ou alors il faut expliquer comment un régime communiste est devenu le champion du libre-échange tandis que la plus grande démocratie libérale s'engage dans les mesures protectionnistes. Entre autres clarifications qui s'imposent. Les systèmes politiques sont différents, certes, mais l'adhésion au principe de la mondialisation, érigée au rang d'idéologie dominante, est tout autant revendiquée que critiquée et malmenée dans les trois pays cités. Au passage, rappelons que cette divergence idéologique a conduit, pendant la Guerre

## NOUVELLE GUERRE FROIDE OU GRAND ÉCART ?

froide, à la cristallisation de ce qui en fut l'une des principales caractéristiques : la constitution de blocs. Or, dans le cas présent et en dépit de la tentative de ceux qui souhaiteraient s'engager dans une nouvelle guerre froide – parce qu'ils sont sortis vainqueurs de la « première » – on ne relève pas de blocs distincts, et les différences politiques parfois très grandes d'un régime à l'autre ne permettent pas de constituer, par exemple, un groupe de démocraties contre un groupe de dictatures. Le xx<sup>e</sup> siècle fut celui des idéologies, le xxi<sup>e</sup> siècle ne semble pas sur ce point lui ressembler, en dépit de ce qu'une perception trop simpliste de la guerre en Ukraine impose.

Enfin, la Guerre froide n'a pris fin que dès lors que l'un des deux belligérants – l'Union soviétique – s'est avoué vaincu et a même accepté sa disparition. Peut-être cela se produira-t-il, transition de puissance reconnue côté américain ou processus de démocratisation engagé de manière irréversible côté chinois. Ou pas. Force est de constater que rien ne semble actuellement indiquer la concrétisation de l'un ou l'autre de ces scénarios. Au contraire, les États-Unis usent de divers stratagèmes visant à contenir l'émergence de leur rival chinois et à maintenir la Russie dans un rôle secondaire, le régime chinois ne semble pas prompt à montrer des signes d'ouverture, et Moscou se prend à rêver de jouer à nouveau les premiers rôles. Personne ne semble visiblement disposé à jeter l'éponge. Dès lors, à moins qu'il ne s'agisse d'une Guerre froide perpétuelle, ce qui reviendrait à considérer de manière très hasardeuse que la bipolarité – même à trois – est un ordre international naturel dans le monde contemporain, nous devons nous ranger à l'idée que ce n'est pas tout à fait une grille de lecture adaptée aux équilibres et aux déséquilibres contemporains. Et qu'y adhérer de manière trop enthousiaste et aveugle ne peut avoir que des effets néfastes.

Au-delà de nos comportements et d'un binarisme qui fait de la résistance, le bilan des trente dernières années nous invite à la prudence. Légèrement optimiste d'un côté car si les répressions en Chine en 1989 ont été brutales, elles n'ont pas entravé l'ouverture de ce pays au monde et replié ce géant sur lui-même. Elles ont cependant légitimé un régime autoritaire qui voit désormais son aura largement dépasser ses frontières. Pessimiste de l'autre car si la disparition du bloc de l'Est a été portée par des mouvements populaires d'émancipation, elle n'a pas mis fin à nos divisions et n'a pas eu pour effet de consolider la démocratie. En fait, rien de

ce qui a été défait place Tian Anmen ou sur les ruines du mur de Berlin n'a été refait de manière satisfaisante depuis trois décennies.

## Du *peacekeeping* aux conflits asymétriques

Le retrait des forces américaines d'Afghanistan, après vingt ans de présence, marque un tournant dans l'après-Guerre froide. « Nouvel ordre mondial » oblige, le *leadership* américain fut mobilisé dans le règlement de toutes les conflictualités qui suivirent la fin de la bipolarité et se montra – en apparence du moins – le plus souvent décisif. On pense ici aux accords de Dayton de 1995 qui mirent un terme à la guerre en Bosnie, et qui consacrèrent le caractère indispensable des États-Unis, là où ni l'Union européenne, ni les Nations unies, ne pouvaient imposer un accord de paix. On pense aussi, en dépit des limites de cet engagement dans la durée, aux accords d'Oslo de 1993. La suite fut malheureusement une déconvenue, mais nul ne saurait remettre en cause la capacité de Washington, dont ne disposait alors aucune autre puissance, à faire dialoguer les adversaires et à imposer des accords de paix. Les Américains n'ont pas inventé le *peacekeeping*, mais ils en furent dans les années 1990 les principaux acteurs, synthèse de leur puissance militaire, diplomatique et économique.

136

Ces succès diplomatiques, même éphémères, masquaient cependant une réalité que la guerre du Kosovo puis la montée en puissance du terrorisme transnational – et les attentats du 11 septembre 2001 comme point d'orgue – ne tardèrent pas à rappeler au bon souvenir d'une communauté internationale qui s'était peut-être trop habituée à ce *leadership* et cette bienveillance autoproclamée de Washington. Le rapport de force stratégique et diplomatique (trop) déséquilibré se traduisit ainsi par une recrudescence d'acteurs asymétriques soucieux de faire un bon usage de leur faiblesse et d'en faire une arme aussi indécélable que redoutable. Les conflits de faible intensité se généralisèrent, au point de devenir la norme, et d'imposer les puissants à se battre sur un terrain mal connu et pour lequel les plans stratégiques de la Guerre froide se montrèrent totalement inadaptés. La puissance devint même à certains égards un handicap, en ce qu'elle produisait une trop grande dépendance aux moyens et à une technologie redoutable face à un adversaire du même type, mais souvent inutilisable face aux plus faibles.

## NOUVELLE GUERRE FROIDE OU GRAND ÉCART ?

La fin de la bipolarité a ainsi ouvert le champ à des formes de conflits restées relativement silencieuses tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, dans sa deuxième partie surtout, opposant des adversaires aux moyens limités, soit des États faibles, soit des acteurs non étatiques, et consacrant ainsi ce que certains analystes comme Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts qualifièrent à juste titre de « retournement du monde »<sup>9</sup>. C'est dans ce retournement du monde que les acteurs asymétriques se sont invités, répétant des techniques rudimentaires et confrontant la puissance des armées les plus modernes. La guérilla, l'insurrection, le terrorisme : autant de manifestations de cette asymétrie des moyens, mais aussi des objectifs.

L'asymétrie, quelle que soit sa forme, est le privilège du faible, qui cherche à s'assurer le succès. Les acteurs asymétriques ont ainsi à cœur d'agir, s'organiser et penser différemment afin de maximiser leurs propres avantages, exploiter les faiblesses de l'adversaire, garder l'initiative et maintenir une liberté d'action plus importante en ayant recours à des méthodes, des technologies, des valeurs, des modes d'organisation, des échéanciers différents et dans la plupart des cas une combinaison de ces derniers. Face aux puissances, qui ne peuvent outrepasser un ensemble de règles morales et d'engagements internationaux qu'elles ont cautionnés et dont elles prétendent être les gardiennes, les États faibles, et de façon plus nette encore les groupes non étatiques, bénéficient d'une plus grande liberté d'action. Ce qui n'est pas permis aux démocraties l'est ainsi aux dictatures, et ce que ne peuvent faire des forces armées organisées, des groupes dispersés se le permettent sans état d'âme. Dans ces conditions, qu'elle soit le fait d'un État ou de terroristes, et qu'elle s'exerce sous la forme de guérilla ou par l'utilisation d'armes de destruction massive, la guerre asymétrique serait l'arme du faible, et les Talibans furent dans leur opposition de deux décennies à la première puissance militaire mondiale des faibles.

Ce « retour » des conflits asymétriques sur le devant de la scène stratégique doit nous inviter à plusieurs constats sur les développements depuis la fin de la Guerre froide. D'une part, et

---

<sup>9</sup> Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, *Le Retournement du monde : sociologie des relations internationales*, 3<sup>ème</sup> édition, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 1999.

en dépit d'un écart plus grand que jamais entre grandes puissances et États dits nuisibles, ou voyous les conflits n'ont pas disparu, et l'histoire n'est pas finie. Au contraire, plus les écarts sont grands, et plus les risques de conflictualité se multiplient, au risque même de se heurter à des guerres interminables qu'il est impossible de gagner. D'autre part, et puisque la guerre a évolué, c'est toute l'architecture de la sécurité internationale qui doit être repensée pour mieux s'adapter. Mais de quelle manière ? Entre fuite en avant vers la modernisation et la dépendance à la technologie des forces armées et la politisation du discours stratégique pour identifier les problèmes à la base, le débat reste entier. En attendant, les acteurs asymétriques sont devenus la norme dans les conflits, et c'est toute la pensée stratégique héritée de la Guerre froide qui montre ses limites dans les réponses qui doivent y être apportées. Un tel chantier se heurte cependant au grand écart entre influences locales et action à l'international qui caractérise les grandes puissances contemporaines, les États-Unis et la Chine en particulier.

## 138 **Choc civilisationnel ou G-zéro**

Kishore Mahbubani, qui fut le représentant de Singapour à l'ONU au début des années 2000, porte dans son livre *A Great Convergence* un regard très critique sur l'hégémon occidental, et part du constat que les classes moyennes progressent à grande vitesse dans les pays émergents<sup>10</sup>. Les comportements des consommateurs, leurs rêves et leurs craintes les rapprochent des Occidentaux, au point de faire reculer les différences d'ordre culturel ou géopolitique. Plus qu'un processus de mondialisation du sommet vers la base, c'est donc un phénomène *bottom-up* qui caractériserait une mondialisation des comportements. Dans ce contexte, les pays asiatiques, qui voient leur PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat se rapprocher sensiblement des pays occidentaux entrent dans cette mondialisation par le biais des échanges universitaires, du développement des moyens de communication, ou encore de la disparition de la pauvreté et l'accès aux biens de consommation. Cette vision optimiste se heurte cependant à des structures créées par l'Occident qui n'ont pas encore assimilé les profondes

---

<sup>10</sup> Kishore Mahbubani, *The Great Convergence. Asia, the West, and the Logic of One World*, New York, Public Affairs, 2013.

## NOUVELLE GUERRE FROIDE OU GRAND ÉCART ?

mutations des sociétés. Les institutions internationales, dans le domaine économique et financier surtout, devraient ainsi être réformées afin de mieux représenter les réalités contemporaines d'un monde dont le pivot s'est déplacé de l'ouest vers l'est. Pour Mahbubani, le FMI et la Banque mondiale ne devraient ainsi pas rester aux mains des pays occidentaux, comme c'est actuellement la règle. De même, le Conseil de Sécurité de l'ONU devrait être réformé en profondeur, afin de tenir compte des nouvelles réalités géopolitiques, en intégrant par exemple comme membres permanents des pays émergents mais dont le poids n'a cessé de croître, jusqu'à justifier qu'ils jouent un rôle de premier plan. De manière générale, Mahbubani suggère que c'est l'ordre mondial qui doit être restructuré, afin de refléter les nouveaux rapports de force entre les grandes puissances, mais aussi la réalité de cette grande convergence qui n'est pas le G2 souvent annoncé par de multiples analystes. Mahbubani réfute par ailleurs un G-zéro dans lequel aucune grande puissance n'accepterait de prendre ses responsabilités (nous y reviendrons ci-après), et il rejette le G20 qui, bien que plus représentatif que le G8 ou le G7, ne parvient plus à répondre aux défis internationaux et à incarner une gouvernance mondiale.

139

Dans un ouvrage plus récent, *Has China Won ?* Mahbubani complète son analyse et s'interroge sur la transition de puissance qui permet désormais à la Chine de combler son retard sur les États-Unis<sup>11</sup>. Il met cependant en garde contre des croyances déplacées qui nous inviteraient à penser que cette transition est nécessairement conflictuelle – idée qui est largement reprise dans le présent ouvrage – mais aussi sur les effets en termes d'équilibres géopolitiques de cette transition de puissance. Ainsi, non seulement la Chine reste exposée à une multitude de défis et il lui faudra redoubler de vigilance pour ne pas tomber dans les mêmes travers que les autres grandes puissances, l'arrogance en tête, mais nous devons également appréhender ce nouvel équilibre mondial comme une absence de *leadership* plus qu'une coexistence de type Guerre froide. Si Mahbubani se montre optimiste sur un équilibre naturel qui découlerait de ce rattrapage de sociétés trop longtemps restées à l'écart et dont la Chine ne serait que le principal élément, la perspective d'une absence de *leadership*

---

<sup>11</sup> Kishore Mahbubani, *Has China Won ? The Chinese Challenge to American Primacy*, New York, Public Affairs, 2020.

international interroge sur les déséquilibres qui pourraient en découler. C'est l'idée que développa en 2012 Ian Bremmer, dans son ouvrage *Every Nation for Itself* qui s'articule autour de l'idée d'un G-zéro, à savoir une multipolarité sans socle, sans boussole, et surtout sans solidarité entre les nations<sup>12</sup>. La guerre en Ukraine et l'absence de solidarité au niveau international semble confirmer ses craintes.

Bremmer voit dans le nouvel ordre économique mondial le grand retour de l'intérêt national, au détriment de tout le reste. Les États seraient ainsi précipités dans une logique de survie, cherchant à utiliser les institutions internationales à leur profit plutôt que de servir une cause transnationale, et valideraient ainsi la thèse d'un G-zéro, qui se caractériserait dans les faits par l'absence de véritables structures internationales compétentes et puissantes. Si son analyse se veut globale, il prend surtout appui sur l'attitude des États-Unis et de la Chine, des multiples disputes entre les deux pays qui rendent déplacées les thèses sur un partenariat inévitable, et les effets sur les structures économiques mondiales. L'auteur argue ainsi que les États-Unis sont de moins en moins en mesure d'assurer un rôle de leader planétaire, les Européens étant dans une situation comparable. En face, les puissances émergentes sont confrontées à des défis politiques et sociaux qui se maintiendront, voire pour certains seront amplifiés. Reste le cas de la Chine, qui pourrait prendre les devants, mais aurait tout intérêt à refuser de se substituer à la puissance américaine pour ne pas être la cible de toutes les critiques. En conséquence, ce serait l'absence de véritable leader qui pourrait marquer l'avenir des relations internationales.

Ce constat est inquiétant à plusieurs égards. D'une part, l'absence d'un *leadership, de facto* ou volontairement, pourrait se traduire par un manque d'engagement d'une communauté internationale, fut-elle partielle, sur des enjeux sécuritaires, politiques et même économiques. Les récents événements au Haut-Karabakh s'invitent dans ce schéma qui voit l'ONU impuissante et incapable d'empêcher des opérations militaires et un accord de cessez-le-feu qui porte en lui les germes de frustrations futures autant que de conflictualités non résolues. D'autre part, cette situation est

---

<sup>12</sup> Ian Bremmer, *Every Nation for Itself. Winners and Losers in a G-Zero World*, Londres, Penguin, 2012.

## NOUVELLE GUERRE FROIDE OU GRAND ÉCART ?

inédite, en tout cas si on regarde la manière avec laquelle furent traitées les relations internationales depuis plusieurs décennies, voire même plus. Cela signifie que nos modes de pensée ne sont pas adaptés au G-zéro, et que l'attente d'une action providentielle, redoutée ou espérée, d'une grande puissance, s'éternise. C'est toute une grammaire des relations internationales qui doit ainsi être reformulée. Enfin, le G-zéro marque un peu plus le glissement progressif du centre de gravité des relations internationales, mais vers des destinations encore peu identifiées. Les grands dossiers internationaux furent en effet au cours des cinq derniers siècles le pré-carré des puissances occidentales, qui en furent les principales actrices, mais aussi celles qui en définirent les règles. La concrétisation du G-zéro est une manifestation d'un processus de désoccidentalisation dont il est encore trop tôt pour considérer qu'il sera suivi par un autre hégémon.

L'hégémon présente ainsi ce paradoxe d'être souvent rejeté quand il est au sommet de sa puissance, et il laisse le monde orphelin quand il ne peut, ou ne veut, plus prendre les devants. Serions-nous ainsi passés d'un risque de rivalités de *leaderships*, ce choc des civilisations énoncé et annoncé, à une absence de *leadership* et un état chaotique des relations internationales ? Et faut-il s'en réjouir ou au contraire le déplorer ? C'est en tout cas l'appréciation de ces questions, plus encore que les réponses que l'on peut y apporter, qui déterminera les trajectoires des principales puissances mondiales dans les prochaines années.

Enfin, pourquoi, et comment, en sommes-nous arrivés à cette situation de G-zéro, qui semble contraire à toutes les visions du futur des relations internationales développées dans les années 1990 ? Bertrand Badie apporte sur ce point un éclairage aussi précieux qu'étonnant<sup>13</sup>. Le politologue français s'interroge ainsi sur la capacité à gouverner un monde complexe et dans lequel cohabitent des sociétés aux histoires et aux cultures très différentes. Pas un choc des civilisations donc, mais une forme de repli civilisationnel justifié par la difficulté, voire l'impossibilité, à trouver des terrains d'entente. En conséquence, nous n'assistons pas à une opposition

---

<sup>13</sup> Bertrand Badie et Dominique Vidal (Dir.), *Qui gouverne le monde ?* Paris, La Découverte, 2018.

frontale entre deux systèmes, comme ce fut le cas pendant la Guerre froide, mais potentiellement à une crise à l'intérieur du système, dès lors que ce dernier ne parvient plus à être conforté et maintenu par des règles et des normes acceptées de tous. Or, ces règles et ces normes sont aussi indispensables qu'elles sont le résultat d'une approche solidaire et complémentaire, des notions qui s'éloigneraient dès lors que la consolidation de ce système deviendrait difficile et même impossible en raison des très grands écarts historiques – et souvent historiographiques – et culturels. Un choc dans la civilisation, plus qu'un choc de civilisations en quelque sorte.

**Résumé :**

Avec le retrait américain d'Afghanistan et en dépit des impératifs stratégiques et diplomatiques en Ukraine, Washington semble souhaiter réorienter ses priorités stratégiques en accentuant ses pressions sur Pékin. La rivalité sino-américaine s'impose ainsi comme le nouveau cadre de référence des relations internationales, au risque de voir ressurgir une appellation souvent exagérée de guerre froide. Car si la transition de puissance est en marche et pourrait s'accroître dans les prochaines années, quelle sera la nature du nouvel ordre mondial refermant une parenthèse d'unipolarité de trois décennies ? La bipolarité est-elle de retour, ou faut-il envisager d'autres configurations consacrant un désordre mondial à grande échelle ? Dans ce décor, des perceptions et des positionnements, inscrits dans un grand écart, seront aux bases même des risques pesant sur le système-monde et son équilibre fragile.